Séisme en Turquie : des années de corruption et de laisser-faire fragilisent Erdogan

Des 2003, Recep Tayyip Erdogan avait promis de faire le ménage dans le secteur de la construction. Vingt ans plus tard, la massive qualité des bâtiments a joué un rôle majeur dans le bilan humain.

Par Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant)

Publié le 15 février 2023 à 08h48, mis à jour le 16 février 2023 à 09h06 · Lecture 6 min. · Read in English

Offrir l'article · Article réservé aux abonnés

La ville d'Antakya, le 11 février 2023, après le séisme qui a frappé le sud de la Turquie le 6 février 2023. ERDEM SAHIN / EPA

L'image est cruelle et le contraste a saisi. Comme l'œil, la petite ville d'Erdin, dans la province de Hatay, la région du sud de la Turquie la plus touchée par le séisme du 6 février, wa 42 000 habitants et ses maisons de petite taille, toutes dotées. De l'autre, la démesure des « projets » de prestige spectaculaires. Les quartiers entiers d'immeubles flambant neufs. Et, comme souvent des feuilles de papier, ses scènes de désolation et de chaos.

A l'exception de quelques rares maisons et des minarets des mosquées, Erdin n'a enregistré aucun dommage, ni victimes ni blessés. Interrogé, le jeune maire de la commune, Okkeş Elmastaşoğlu, s'explique qu'il a fait appel à une société de construction illégale. « *Certains ont essayé, a-t-il déclaré. Nous les avons alors dénoncés à la chambre d'ingénieurs et à la division de détection du crime.* » Et, la majorité des habitations sont soit individuelles, soit à quatre étages. Le bâtiment le plus élevé ne compte que six. « *Nous avons tous ensemble changé radicalement de mentalité, ajoute l'élu. Il est malsain doit être détruite, il faut rester rigoureux. Tout ne doit pas acheter de privilèges et le citoyen ne doit pas chercher de passe-droits.* » Il est clair, sur le même ton de l'évidence et de la simplicité : « *Nous avons besoin d'un meilleur fonctionnement des mécanismes de contrôle du pouvoir.* »

Tout est dit des rapports de la puissance publique et du secteur de la construction. Les morts de l'effroi local trimestre à l'appel d'un pays, plus nombreuses d'experts qui dénoncent le manque d'anticipation des aostrats, mais aussi la corruption, les promesses immobilières et leur collusion avec les pouvoirs publics. Ce n'est pas la première fois. Le cocktail mortifère dans un pays à haut risque sismique, situé à la croisée de trois plaques tectoniques extrêmement actives.

« On peut prévenir une catastrophe »

En un peu plus d'un siècle, la Turquie a connu une vingtaine de tremblements de terre d'une magnitude supérieure à 7 sur l'échelle de Richter. Près de 2 habitants sur 10 vivent dans une zone à risque sismique élevé, selon les estimations de l'ONU. Et 85 millions. Aujourd'hui, les autorités mesurent mie la puissiqe des premières heures à largement créé la place à la colère des survivants. Le dernier bilan officiel – encore provisoire – fait état de 40 000 morts et près de 26 millions de personnes affectées par l'ouverte de la région.

« Il s'agit d'un désastre qui aurait pu être évité. Nous savions qu'un tremblement de terre » a dès samedi David Alexander, professeur de planification d'urgence à l'University College de Londres. « Il est clair que l'on peut prévenir un séisme, mais on peut prévenir une catastrophe, dénonce Tamer Yilgor, de l'Union des chambres d'ingénieurs et des architectes de Turquie. Dans notre pays [...], la loi et les règlements adoptés, les plans et les projets créés après les séismes ne manquent tamais sur le papier. Après le tremblement de terre, on a plus rien. La spéculation et la fraude, la course à l'argent triomphent sans un plan haut – il s'agisse des immeubles, des routes ou des milliers d'édifices érigés en Turquie, 6,5 à 7 millions seraient à risque.

Lire aussi | Séisme en Turquie : rage et souffrance autour de Kirkearas, l'impossible de leur transformé en sécropole

Sur le terrain, il est de nombreux exemples, selon Eyup Muhcu, président de la chambre des architectes, que de très nombreux immeubles dans les zones frappées par le séisme ont été construits avec des matériaux et des méthodes de pitoire qualité. Ce constat comprend des bâtiments anciens, mais aussi des édifices construits ces dernières années. Les premiers résultats d'enquêtes sesois limiter les destructions. Au moins la moitié des immeubles des dix provinces touchées par le tremblement de terre ont été érigés après 2001. « *Le parc immobilier était fragile et peu solide, malgré la réalité sismique, résume Tuncer Yilgor, Un problème fondamental ignoré par trop certaines à révoudre. Impopulaire et susceptible de freiner un moteur-clé de la croissance économique du pays, si chère au gouvernement.* »

Le Monde Abonnez-vous
Testez votre culture générale avec la rédaction de « Monde » Découvrir →

Corruption généralisée

A l'époque, déjà le pays est frappé par ce puissant séisme survenu dans la région de Marmara qui fait près de 17 000 morts. Les autorités puissent totalement dépassées. Recep Tayyip Erdogan, lui, est sur tous les fronts. On se souvient de ces images de Fox-marie d'Istanbul dans le tente des secours, assis par terre avec sa femme, aux côtés des victimes. Quelques mois plus tard, il remporte ses premières élections législatives. Au moins la moitié des immeubles des dix provinces touchées par le tremblement de terre ont été érigés après 2001. « *Le parc immobilier était fragile et peu solide, malgré la réalité sismique, résume* Tuncer Yilgor, *Un problème fondamental ignoré par trop certaines à révoudre. Impopulaire et susceptible de freiner un moteur-clé de la croissance économique du pays, si chère au gouvernement.* »

Lire aussi | Le séisme qui a tué plus de la 000 personnes en Turquie et en Syrie est le cinquième le plus meurtrier du XXIe siècle

Le gouvernement de l'époque a beau mettre en place, dès la fin 1999, une taxe antisismique, censée garantie de nouveaux immeubles plus résistants dans les zones à risque, l'argent récolté part à la mais les élections législatives de 2002. Recep Tayyip Erdogan s'installe au poste de premier ministre l'année suivante. Aussitôt, il est question de nouvelles législatives et de normes de construction renforcées.

Faciliter l'accès à la propriété

Un peu partout, la politique de transformation urbaine souhaitée par l'AKP est en marche. Sa mise en œuvre est confiée au TOKI, l'agence nationale de logement social. Fondée en 1984 pour faciliter le marge d'habitations pour les revenus et freiner l'étalement des quartiers informels, l'agence est pourvoyeuse de crédits à taux réduits pour la construction de coopératives de logements (soupe-to) 2003, Avec l'arrivée de l'AKP, TOKI, rattaché au bureau du premier ministre, se transforme en bras armé de la politique urbaine du parti. Il a désormais le pouvoir comme l'acteur et le promoteur le plus puissant du secteur foncier et immobilier du pays. Sa mission principale est de faciliter l'accès à la propriété des nouvelles classes moyennes et populaires, cœur électoral du pouvoir en place.

Hormis la production de logements de qualité médiocre, TOKI est habilité à la mise en place de plans directeurs. Ces opérations financières sont menées en puisant dans un vaste registre de terres, transférées par l'Etat, ainsi que par des terrains municipaux, qui sont systématiquement cédés à des prix très avantageux. Il en résulte une énorme dépravations, en partenariat public-privé, avec des grosses immobiliers, toujours dans des conditions très favorables. Un partait. Autrefois agonge des municipalités, le pouvoir de transformation urbaine revient désormais à l'agence.

Lire aussi | Séisme en Turquie : une première vague d'arrestations vise des promoteurs immobiliers

En 2007, la tentative de moralisation de la profession des promoteurs immobiliers, les Yarsuvs *« matahit »*, engagée par le directeur de TOKI, Erdogan Bayraktar, ancien parrains du BTP et ami de vingt ans du premier ministre, fait long feu. Le pays compte 320 000 acteurs dans ce secteur d'activité, un chiffre vertigineux, et le nombre d'entreprises ne cesse de croître. *« TOKI avait la responsabilité de réorganiser la profession et d'aider financièrement et d'accompagner les grands projets lancés et importants, tels des grands chantiers »*, pointe Jean-François Pérouse, spécialiste des questions d'urbanisme, installé à Istanbul depuis 1999.

Les mécanismes de surveillance court-circuités

S'ensuivent des décisions qui doivent moins à une quelconque maîtrise des risques qu'à la volonté politique de faire avancer vite les dossiers. Ainsi, le 5 mai 2011, le conseil municipal d'Istanbul approuve l'amnistie de 7 000 constructions illégales, dont la moitié environ sont situées dans la province de Hatay, à quelques kilomètres de la faille nord-anatolienne. Cette amnistie, votée par la majorité à siège de terrasse sur le « risque sismique », sera façon de « court-circuiter les *mécanismes de surveillance existants jusque-là* », soulignait l'expert. En 2013, les députés votent, toujours dans la même région, une loi qui autorise la légalisation de 4 millions de logements, soit la moitié du parc existant, le gouvernement devant décider de mettre à l'ordre du jour de la législature, particulièrement à la poitrine de la contestation, la validation du contrôle technique du bâti. En 2014, pour faire diversion, la loi est ne touche pas aux immeubles d'habitation.

Le gouvernement de l'époque a beau mettre en place, dès la fin 1999, une taxe antisismique, censée garantie de nouveaux immeubles plus résistants dans les zones à risque, l'argent récolté part à la mais les élections législatives de 2002. Recep Tayyip Erdogan s'installe au poste de premier ministre l'année suivante. Aussitôt, il est question de nouvelles législatives et de normes de construction renforcées.

Séismes en Turquie : un homme et une femme retrouvés vivants treize jours après le drame

Un enfant, retrouvé en même temps, est mort dans les moments qui ont suivi son sauvetage, selon l'agence de presse d'Etat. Le dernier bilan officiel du séisme en Turquie et en Syrie est de de 500 morts.

Répression des Ouïgours : indexglio autour du projet de visite du gouvernement du Xinjiang en Europe

Eldar Tasyrat, pourtant issu du camp des Etats-Unis pour dénoncer « les mêmes violations des droits de l'homme », envisagerait d'effectuer une tournée à Londres et à Bruxelles. Son passage à Paris a été annulé à la dernière minute par la Chine.

Chaos en Ukraine : « Il est illusoire de penser que les livraisons annoncées puissent changer la donne de jour au lendemain »

TRIBUNE. De la formation des équipages à l'armement, en passant par la logistique, Pierre Grumberg, spécialiste des technologies militaires, détaille, dans une tribune au « Monde », toute la complexité à intégrer des Leopard allemands, des M1 Abrams américains ou des Challenger 2 britanniques au sein de la panoplie ukrainienne.

Lactalis mis en examen pour tromperie aggravée et blessures involontaires dans l'enquête sur le lait contaminé aux salmonelles

Poudres illusoires de nourrisson vendues hors d'état atteints de salmonellose en France fin 2017 après avoir consommé ce produit pour enfant, essentiellement de marque Milumel et Picot, sont de l'usine de Craon, située en Mayenne.

Après les séismes en Turquie, un impact environnemental redouté

La destruction de canalisations et d'infrastructures industrielles par les tremblements de terre fait craindre une pollution de l'eau et des conséquences sanitaires.

Séisme en Turquie : une première vague d'arrestations vise des promoteurs immobiliers

Le gouvernement turc a lancé l'opération en ciblant des promoteurs contre des constructeurs ayant enfreint les normes antisismiques.

Jean-Luc Mélenchon mis en cause à gauche pour son « double discours » dans la bataille contre la réforme des retraites

Le fondateur de La France insoumise, qui a encouragé ses troupes à pratiquer l'obstruction et l'agitation à l'Assemblée nationale, s'est attiré les critiques des syndicats. Une attitude qui fragilise aussi la Nupes.

Caroline Goldman, psychologue : « J'ai vu arriver dans mon cabinet des parents usés et structurés, victimes de désinformation sur la parentalité positive »

La docteure en psychologie de l'enfant se nolle aux pédagogues positives qu'elle accuse de ne pas prendre en compte la réalité des enfants et des troubles du comportement. Elle défend la méthode du « Time Out », consistant à mettre à l'écart l'enfant pour un temps limité.

Réforme des retraites : la fin chaotique et sans vote de l'examen à l'Assemblée

Les débats ont pris fin vendredi soir à minuit, sans que les députés aient pu voter la texte, le ministre examine l'article 7 sur le report de l'âge légal à 64 ans.

Séisme en Turquie : le président Erdogan contraint de se défendre

Dans les régions touchées par le tremblement de terre, les critiques montent contre les laxismes des secours et visent le chef de l'Etat, à trois semaines d'élections présidentielle et législatives cruciales pour lui, critiqué à la 20 mois dans le pays.

A Sarajevo, le camp Butmir, lieu de punt militaire de l'Union européenne et de l'OTAN au cœur des Balkans

Le conflit en Ukraine a ravivé la tension entre militaires de Bosnie-Herzégovine depuis les accords de Dayton, qui ont mis fin à la guerre il y a vingt-trois ans.

« La conversion écologique des Français » éclaire la question inégalitaire à la crise climatique

Les comportements dépendent du milieu social, de l'âge, du genre, comme de l'endroit où l'on vit, analysent trois sociologues, Philippe Coulangeon, Yoann Demoli, Wall Grondeugle et Ivajlo Peliov.

Édition du jour
Mardi 14 mars 23 février
Le Monde
Révoltes : Ne sois ville d'un débat trompé
Lire le journal numérique
Lire les éditions précédentes

PUBLICITÉ
LE SALON DE LA FORMATION CONTINUE
EXECUTIVE EDUCATION
MASTER, MS & MBA
25 MARS 2023 | 10H30 - 17H
S'INSCRIRE ›

Les plus lus

1. Un an de guerre en Ukraine : pas d'effondrement, mais un tournant économique pour l'Europe
2. La Corée du Nord lance deux missiles à courte portée et menace de transformer le Pacifique en « champ de tir »
3. Jean-Luc Mélenchon mis en cause à gauche pour son double discours dans la bataille contre la réforme des retraites